Document generated on 05/13/2025 7:55 a.m.

Recherches sociographiques

Serge Denis, *L'action politique des mouvements sociaux d'aujourd'hui. Le déclin du politique comme procès de politisation*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2005, 141 p. (Prisme.)

Pascale Dufour

Volume 48, Number 1, janvier–avril 2007

URI: https://id.erudit.org/iderudit/016239ar
DOI: https://doi.org/10.7202/016239ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)
1705-6225 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Dufour, P. (2007). Review of [Serge Denis, *L'action politique des mouvements sociaux d'aujourd'hui. Le déclin du politique comme procès de politisation*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2005, 141 p. (Prisme.)]. *Recherches sociographiques*, *48*(1), 174–176. https://doi.org/10.7202/016239ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 2007

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

ci « ne pouvaient être exercés simultanément par deux générations adjacentes » (p. 176). Peut-être « verrons-nous dans les siècles à venir s'installer un modèle où deux générations consécutives se partageront la charge et le droit à la procréation » (p. 177). Mais tout cela repose, précise l'auteure, sur des conceptions des générations qu'on a eu tendance à confondre. Dans les exemples cités, c'est moins la classe d'individus du même âge qui constitue une génération que leur place dans la généalogie « où les parents précèdent les enfants, et les enfants suivent les parents » (p. 159).

Finalement, ce livre nous incite à faire preuve de réserve dans l'usage que nous faisons du concept de génération. On ne peut l'appliquer intégralement, par exemple, au cas des jeunes, dira Florence Piron : « Uniformiser toutes ces personnes dans une catégorie unique est un exploit » (p. 60), tellement il existe de différences entre ses membres « selon qu'ils vivent en ville ou en milieu rural, qu'ils ont ou non un diplôme ou des enfants » (p. 59). L'État et le marché se servent de l'âge comme facteur d'unité, mais c'est une existence plus administrative que politique (p. 59). Il reste que « parler de générations, c'est nécessairement comparer des groupes dans le temps (ou) […] décrire une évolution » (Simon LAFLAMME, p. 25). C'est sur cette idée que s'appuie le classement des générations que sont les jeunes, les *baby boomers*, les jeunes retraités, les personnes âgées.

De la lecture de cet ouvrage, on ressent une incertitude autour du concept de génération, le besoin de le redéfinir, comme le suggèrent d'ailleurs Jacques Hamel et Bjenk Ellefsen : « Il serait peu logique de penser que les jeunes ne forment pas une génération […] La précarité qui la caractérise contraint plutôt le sociologue à revoir et à nuancer sa conception du phénomène "génération" » (p. 82). Max Weber ne nous avait-il pas déjà prévenus ? Les concepts, entendus dans le sens d'idéal-types, sont, de par leur nature, éphémères, ce qui donne aux sciences sociales une éternelle jeunesse. Ce sont des disciplines auxquelles le caractère « éternellement mouvant de la civilisation procure sans cesse de nouveaux problèmes » (Max WEBER, *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Librairie Plon, 1965, p. 202).

Alfred DUMAIS

Département de sociologie,
Université Laval.

Serge DENIS, *L'action politique des mouvements sociaux d'aujourd'hui. Le déclin du politique comme procès de politisation*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2005, 141 p. (Prisme.)

L'ouvrage de Serge Denis propose une mise en relation stimulante de deux constats fréquents de la sociologie politique contemporaine : le déclin du politique d'un côté et l'essor de mobilisations sociales d'envergure de l'autre. Reprenons le déroulement de sa réflexion.

L'auteur définit le déclin du politique comme celui des choix politiques – en particulier à gauche de l'échiquier politique – c'est-à-dire le déclin du pouvoir des citoyens de choisir une parole politique qui leur corresponde. Il rejette du même coup l'analyse dominante de la sociologie électorale qui assimile la hausse de l'abstention électorale à de l'apathie ou au désintérêt pour le politique. Par ailleurs, il propose de considérer le renouveau des mobilisations sociales depuis les années 1970 comme étroitement liées à l'histoire du mouvement ouvrier, la force du mouvement ouvrier ayant sans conteste contribué à l'essor d'un autre type de mobilisations, celles des « nouveaux mouvements sociaux » (NMS), pour reprendre les catégories de l'auteur. Ces deux formes historiques de l'action collective sont traitées tout au long de l'ouvrage du point de vue des dynamiques qui les unissent ou les désunissent. Là encore, l'essai de Serge Denis se démarque de la recherche en sociologie politique qui à tendance à traiter de manière cloisonnée les organisations du champ politique intervenant dans la représentation, les partis, les syndicats et les autres mouvements sociaux faisant plus souvent qu'autrement l'objet d'analyses séparées.

Posant également que le rapport salarial (le rapport social qui unit un travailleur à un employeur) n'a pas disparu mais demeure au contraire dominant dans nos sociétés capitalistes, Denis conclut à la pertinence de raisonner en termes de classes de travailleurs salariés, qui posent par définition l'inégalité du rapport de travail non entre des individus mais entre des groupes.

Parce que le mouvement ouvrier a progressivement perdu son débouché politique depuis le milieu des années 1970 – ni les partis communistes ni les partis sociaux-démocrates ne peuvent prétendre en être des relais – , les classes de travailleurs salariés se trouvent dans une situation historique inédite depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale : ils n'ont plus de médiation dans l'arène électorale. Les seuls représentants politiques collectifs qui peuvent prétendre porter la parole de ces classes toujours laborieuses sont les organisations du mouvement ouvrier (les syndicats en premier chef) et les NMS. Or, si l'action de ces organisations et mouvements est bien politique, elle n'est, selon l'auteur, pas ou peu présente sur le terrain électoral et ne permet pas de résoudre le « déclin du pouvoir citoyen ».

Comment peut-on envisager l'entrée des NMS et des organisations du MO en politique ? Quittant le terrain de l'analyse historique, Serge Denis, dans la dernière partie de son livre, propose d'explorer la possibilité d'une autoreprésentation en politique de ces formes collectives d'action. Il existe, selon lui, des éléments forts de convergence entre ces acteurs permettant la construction d'un programme politique unifié. En travaillant à partir des réalisations récentes de ces acteurs (en particulier les rencontres mondiales lors des forums sociaux mondiaux), il est possible de construire une force politique nouvelle qui rendrait la voie politique au salariat. Cette autoreprésentation des forces collectives de la société sur la scène électorale ne s'apparente ni à une coalition de citoyens (*Québec Solidaire*, par exemple), ni à la création d'un nouveau parti politique, mais à une forme hybride qui allierait représentation collective par le biais des acteurs sociaux et présence sur l'arène électorale.

La ligne argumentaire de l'auteur m'apparaît très stimulante parce qu'elle soulève sans détour la question que bien des acteurs sociaux se posent (comment continuer la lutte ?) et parce qu'elle met en valeur le potentiel proprement politique des mouvements sociaux. Cependant, l'argument de la nécessité que les NMS se constituent en sujet politique unifié pour devenir une force politique réelle et efficace de transformation sociale me semble discutable. À partir du moment où une telle formation politique existe, elle devient autre chose que ce pour quoi elle a été créée. On retrouve ici le paradoxe de la représentation décrit notamment par Bourdieu : à partir du moment où nos intérêts et nos identités sont portés par d'autres que nous-mêmes selon le principe de la délégation de pouvoir, ils prennent corps et existent par eux-mêmes. La création d'une entité entraîne la perte de contrôle de cette entité à moyen ou long terme ; il n'y a pas là d'autoreprésentation.

Pascale DUFOUR

Département de science politique,
Université de Montréal.

John F. HELLIWELL, *Mondialisation et bien-être*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2005, 105 p.

Le livre de John F. Helliwell constitue la synthèse de nombreuses années de recherches que l'auteur a menées sur la question des liens entre mondialisation, États nations et bien-être. L'ouvrage procède en trois étapes, la première reposant sur le travail séminal du professeur Helliwell, l'étude des effets de frontières. Dans ses travaux, il a en effet démontré que deux régions à l'intérieur du Canada vont commercer de façon beaucoup plus intense que deux régions situées l'une au Canada et l'autre aux États-Unis, toutes autres choses égales. Il en conclut logiquement que les frontières exercent une influence marquante sur la structure des échanges entre régions.

La deuxième section du livre s'attaque au pourquoi – pourquoi ces échanges sont-ils plus intenses entre régions canadiennes ? L'auteur établit que les frontières ne font que sanctionner les différences fondamentales entre les peuples des États nations qui partagent des préférences et des valeurs fondamentales différentes. Il est donc naturel que des réseaux privilégiés se développent à l'intérieur des États, entre personnes partageant les mêmes valeurs. Ces réseaux privilégiés donnent naissance aux échanges plus intenses identifiés par Helliwell. Finalement, ces échanges privilégiés permettent aux nations de créer et de maintenir des différences dans leurs politiques sociales, fiscales et de santé, politiques qui bien sûr reflètent les différences de valeurs des peuples. La boucle est bouclée et l'auteur illustre son affirmation en citant une supposée absence de fuite des cerveaux du Canada vers les États-Unis. Cette fuite massive de cerveaux devrait normalement résulter des